



Référence contrat :

CONDITIONS CONTRACTUELLES D'UTILISATION DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

DEFINITIONS

- **Bpifrance :**
 - OPTION 1 :** Bpifrance Financement, Société anonyme au capital de 839 907 320 euros, dont le siège social est sis 27-31 avenue du général Leclerc, 94700 Maisons Alfort, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 320 252 489.
 - OPTION 2 :** Bpifrance, Société anonyme au capital de 20 847 285 577,04 euros, dont le siège social est sis 27-31 avenue du général Leclerc, 94700 Maisons Alfort, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 507 523 678.
 - OPTION 3 :** Bpifrance Assurance Export, Société par actions simplifiée au capital de 30 000 000 euros, dont le siège social est sis 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 815 276 308.
 - OPTION 4 :** Bpifrance Investissement, Société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est sis 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 433 975 224.
 - OPTION 5 :** Bpifrance Participations, Société Anonyme au capital de 15 931 802 597,07 euros, dont le siège social est sis 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 509 584 074.
- **Cocontractant :** prestataire ou fournisseur, personne morale ou personne physique, qui fournit des biens ou services à Bpifrance, et qui conclut à cet effet un contrat avec Bpifrance, et auquel Bpifrance propose la signature électronique du dit contrat et des documents subséquents.
- **Certificat à usage unique :** certificat mis à la disposition du Signataire pour la signature électronique des documents éligibles à une telle signature. Il s'agit précisément d'un fichier électronique attestant qu'une bi-clé appartient à la personne physique ou morale ou à l'élément matériel ou logiciel identifié, directement ou indirectement (pseudonyme), dans le certificat. Il est délivré par une Autorité de Certification (AC). En signant le certificat, l'AC valide le lien entre l'identité de la personne physique ou morale ou l'élément matériel ou logiciel et la bi-clé. Le certificat est valide pendant une durée donnée précisée dans celui-ci
- **Document(s) :** tout document dont notamment les présentes conditions contractuelles d'utilisation de la signature électronique et le contrat à conclure entre Bpifrance et le Cocontractant ainsi que tout autre document mis à disposition par Bpifrance en vue d'une signature électronique.

- Dossier de preuve : désigne l'ensemble des éléments associés à la Signature électronique d'un Document, conservés par le Prestataire qualifié pendant 10 ans et produits en cas de conflit de preuve. Ces éléments font l'objet d'un archivage électronique chez un tiers archiveur.
- Eléments d'identification : données personnelles nécessaires à la mise en place de la signature électronique (Numéro de téléphone mobile à l'usage exclusif du signataire, adresse mail professionnelle à l'usage exclusif du Signataire, pièce d'identité à jour du Signataire), transmises par le Signataire et/ou le Cocontractant.
- OTP One Time Password : code à usage unique envoyé au Signataire et dont la validité est de courte durée (quelques minutes).
- Prestataire qualifié : YOUSIGN Société par actions simplifiées au capital de 640 090 €, dont le siège social est situé au 8 allée Henri PIGIS 14000 CAEN inscrite au RCS de CAEN sous le N° 794513986.
- Signataire : toute personne physique agissant pour son compte ou habilitée agissant pour le compte de la personne morale qu'elle représente, en vertu de sa qualité de représentant légal ou en vertu de pouvoirs reçus du représentant légal, et à qui Bpifrance propose la signature électronique de documents.
- Signature électronique : mécanisme permettant un procédé d'authentification fiable garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

OBJET

Art. 1 : Bpifrance propose à ses Cocontractants un service de Signature électronique, avec un système de Certificat à usage unique. Il a recours pour cela à un Prestataire qualifié.

Les présentes définissent les modalités d'utilisation de cette Signature électronique.

A défaut de signature électronique, les Documents peuvent être signés en version papier.

Les présentes conditions contractuelles d'utilisation ainsi que les Documents prennent effet à la date à laquelle le Signataire signe les Documents, sous réserve de dispositions contraires dans ceux-ci.

ELEMENTS D'IDENTIFICATION

Art. 2 : Le Cocontractant reconnaît avoir communiqué à Bpifrance tous les Eléments d'identification permettant d'assurer l'identification du/des Signataire (s). Ces éléments permettent à Bpifrance, via son Prestataire qualifié, de proposer le système d'OTP (ou tout autre moyen) pour la mise en place de la Signature électronique.

Il est de la responsabilité du Cocontractant de veiller à ce que chaque Signataire communique à Bpifrance les modifications relatives aux Eléments d'identification. Toute modification d'un Elément d'identification doit être communiquée par le Cocontractant et/ou par le Signataire à Bpifrance par écrit.

DESCRIPTION DES CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

Art. 3 :

Il est convenu de façon expresse que la Signature électronique des Documents par le Signataire est réalisée de la manière suivante :

1. Le Signataire peut choisir de signer les Documents en version papier ou en version en ligne ;
2. Si la Signature électronique des Documents est choisie par le Signataire, celui-ci est authentifié via son adresse mail, sur laquelle un lien url est envoyé, et par la saisie d'un OTP pour valider la signature ;
3. Les Documents à signer sont mis à la disposition du Signataire pour téléchargement et prévisualisation, il doit donc en prendre préalablement et entièrement connaissance pour en accepter ensuite les termes ; il doit cliquer, lorsqu'il y est invité, sur des cases à cocher ;
4. Le Signataire a la possibilité à ce stade de lancer la Signature électronique des Documents ou de la refuser en cliquant sur la case prévue à cet effet ;
5. Si le lancement de la Signature électronique est sélectionné, un OTP est envoyé sur le numéro de téléphone du Signataire qui doit le saisir ;
6. Le Signataire doit ensuite signer les Documents en cliquant sur la case prévue à cet effet « Signer » ;
7. Un message est envoyé au Signataire lui confirmant que les Documents sont signés ;
8. Les Documents signés doivent être stockés et conservés par le Cocontractant sur son ordinateur ou tout autre moyen de stockage. Pour ce faire, le Signataire doit télécharger l'ensemble des Documents depuis la plateforme de signature.

En cas d'anomalies, le Signataire est informé par une alerte. Dans ce cas, le document doit faire l'objet d'une signature manuscrite et être transmis par voie postale.

Le Cocontractant est informé et accepte que seules les données horodatées contenues dans le Dossier de preuve constituent la date de signature des Documents.

Le Cocontractant peut s'opposer à tout moment à l'utilisation d'un support autre que le papier.

ARCHIVAGE

Art. 4 : Le Cocontractant a la possibilité d'accéder au document signé électroniquement via la plateforme de signature. Le Cocontractant a la responsabilité de télécharger et stocker pour son propre compte les documents signés électroniquement tel qu'indiqué à l'article 3 des présentes Conditions Contractuelles d'utilisation.

Le Signataire a la responsabilité de télécharger les Documents signés pour le compte de l'entité qu'il représente. Le Cocontractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation des Documents signés électroniquement.

En tout état de cause, le Cocontractant peut à tout moment solliciter auprès de Bpifrance, dans la limite du délai légal de conservation, la communication des Documents signés électroniquement.

RESPONSABILITE DE BPIFRANCE

Art. 5 : La responsabilité de Bpifrance ne peut pas être engagée dès lors que le Cocontractant ou le Signataire ne l'a pas informé des modifications d'un Elément d'identification.

En tout état de cause, la responsabilité de Bpifrance ne peut pas être engagée en cas d'utilisation irrégulière ou frauduleuse d'un ou des Elément(s) d'identification, d'un OTP ou d'un mot de passe d'identification.

La responsabilité de Bpifrance ne peut pas être engagée en cas de force majeure (définie par la loi et la jurisprudence).

CONVENTION DE PREUVE

Art. 6 : Bpifrance et le Cocontractant conviennent par les présentes de fixer les règles de preuve applicables, conformément à l'article 1356 du Code civil. Conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, les présentes conditions contractuelles d'utilisation de la signature électronique définissent les conditions dans lesquelles Bpifrance et le Cocontractant reconnaissent, aux Documents électroniques signés par voie électronique sur la base d'un Certificat à usage unique, la qualité de Documents originaux, et les admettent comme preuve au même titre qu'un écrit sur support papier.

Bpifrance et le Cocontractant conviennent expressément que les éléments suivants sont recevables devant les Tribunaux et font office de preuve des différentes données, éléments, contenus, procédés d'authentification et de signature :

- les Eléments d'identification ;
- le Certificat à usage unique ;
- l'OTP (ou tout autre moyen mis à disposition par Bpifrance) ;

3

OPTION 1 : Bpifrance Financement, Société anonyme au capital de 839 907 320 euros, 320 252 489 RCS Créteil, Siège social : 27-31 avenue du général Leclerc, 94700 Maisons Alfort - bpifrance.fr

OPTION 2 : Bpifrance, Société anonyme au capital de 20 847 285 577,04 euros, 507 523 678 RCS Créteil, Siège social : 27-31 avenue du général Leclerc, 94700 Maisons Alfort - bpifrance.fr

OPTION 3 : Bpifrance Assurance Export, Société par actions simplifiée au capital de 30 000 000 euros, 815 276 308 RCS Créteil, Siège social : 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex - bpifrance.fr

OPTION 4 : Bpifrance Investissement, Société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, 433 975 224 RCS Créteil, Siège social : 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex - bpifrance.fr

OPTION 5 : Bpifrance Participations, Société Anonyme au capital de 15 931 802 597,07 euros, 509 584 074 RCS Créteil, Siège social : 27-31 avenue du général Leclerc, 94710 Maisons Alfort Cedex - bpifrance.fr

- les éléments d'horodatage ;
- les documents signés électroniquement,
- le Dossier de preuve, ainsi que tous les éléments échangés entre Bpifrance et le Signataire ou Cocontractant, dont les courriers électroniques.
- la preuve des connexions, des enregistrements informatiques fournis par Bpifrance.

Il est également convenu entre Bpifrance et le Cocontractant que le Signataire manifeste son consentement en cliquant le cas échéant sur des cases à cocher, en saisissant l'OTP (ou par tout autre moyen mis à disposition par Bpifrance), et en sélectionnant le bouton « Signer ».

Il est expressément convenu que l'ensemble des éléments listés ci-dessus pourront être produits devant les tribunaux en cas de litige.

Le Cocontractant reconnaît et accepte que ces éléments ou leur reproduction sur un support électronique ou papier font foi, sauf preuve contraire, quant à l'existence d'un acte signé par lui et quant à son contenu, et lui sont opposables.

Bpifrance et le Cocontractant conviennent expressément que lorsqu'un document, prévoyant l'apposition du cachet du Cocontractant en sus de sa signature, est signé par voie électronique, l'absence du cachet de l'entreprise ne remet pas en cause sa qualité de document original et sa recevabilité devant les Tribunaux à titre de preuve.

Il en va de même en cas d'absence de mention expresse que le document est signé par voie électronique.

La Signature électronique des Documents est associée au Dossier de preuve signé électroniquement et horodaté par le Prestataire qualifié.

Le Dossier de preuve contient l'ensemble des actions effectuées par le Signataire.

La charge de la preuve des conditions d'utilisation de la Signature électronique incombe à Bpifrance, la preuve contraire pouvant être rapportée par le Cocontractant.

PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Art. 7 : Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la mise en œuvre de la signature électronique, directement par Bpifrance ou, concernant les données de connexion et d'actions contenues dans le Dossier de preuve, par son Prestataire qualifié, sont obligatoires pour le traitement et la gestion de cette signature électronique et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance.

Bpifrance, ou toute autre entité du Groupe Bpifrance, pourra utiliser les données à des fins de connaissance du Cocontractant, de connaissance du Signataire, de

passation, gestion et exécution des contrats, de gestion de la relation avec le Cocontractant, de gestion des réclamations et contentieux, de classification des prestataires et fournisseurs, de signature par voie électronique et de preuve de la signature, de sécurité et de prévention de la fraude, de respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment relatives à la lutte contre la corruption, et à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Elles pourront également être utilisées à des fins de prospection, notamment pour informer sur les nouveaux produits ou les changements de produits existants.

Bpifrance peut être amené à collecter différentes catégories de données à caractère personnel, notamment état civil, identité, données d'identification, coordonnées, données de connexion, informations d'ordre économique et financier. Elles peuvent être collectées directement auprès des personnes concernées ou via des sources publiques ou privées.

Ces données sont destinées à Bpifrance et seront également communiquées au Prestataire qualifié et utilisées par celui-ci aux mêmes fins.

Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées aux mêmes fins ou communiquées aux autres entités du Groupe Bpifrance, aux partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.

Les données à caractère personnel seront conservées jusqu'à l'expiration des délais de conservation imposés par la réglementation.

Conformément à la réglementation applicable, notamment le Règlement européen 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier, à Bpifrance, DCCP, Délégué à la protection des données, au 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex.

Enfin, les personnes disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Art 8 : •La loi applicable aux présentes est la loi française ;

•A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, tout différend survenant à l'occasion de

l'interprétation ou de l'application des présentes sera soumis aux juridictions compétentes du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Document signé électroniquement

Pour le Cocontractant